

## Au Burundi, le nouveau gouvernement inquiète l'opposition

Deutsche Welle, 29.06.2020 Annonce dimanche soir (28.06.2020), le gouvernement du président, Evariste Ndayishimiye, est loin de rassurer l'opposition et la société civile. Certains parlent de "gouvernement des généraux". Le nouveau gouvernement burundais compte quinze membres et est dominé par les tenants de la ligne dure du régime. Si le choix au poste de Premier ministre, d'Alain-Guillaume Bunyoni, avait suscité des inquiétudes au sein de l'opposition, la composition de ce gouvernement est venue renforcer ces craintes. L'ouverture espérée n'a pas pu se concrétiser. Pour l'opposition, le Burundi reste contrôlé par des généraux et cela n'est pas bon signe. "Malheureusement, c'est une opportunité qui vient d'être ratée. Au lieu d'avoir un gouvernement qui rassemble, c'est un gouvernement composé exclusivement par des membres du CNDD-FDD. On retourne dans la pensée unique. Le chef de l'Etat est un général, le Premier ministre est un général, le ministre de la Sécurité est un général. Tous les trois hommes forts sont des généraux. On se désolait pour Pancrace Cimpaye, coordonnateur en Europe, du MSD, le Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie, le parti de l'opposant Alexis Sinduhije. La continuité du coup de force militaire. Pour le porte-parole en exil du CNL, le Conseil national pour la liberté, le parti d'Agathon Rwasa, la composition de ce gouvernement vient parachever le coup de force perpétré lors de la présidentielle de mai dernier. "C'est un coup de force militaire. Ils veulent s'imposer par la force. C'est un gouvernement de militaires. On retombe dans la période des années 1980, période pendant laquelle le pays était dirigé par une junte militaire", explique Aimé Magera porte-parole du CNL. Des généraux sous sanctions internationales. Dans le nouveau gouvernement, un nom fait l'objet de nombreuses critiques. Celui du ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, le général Gervais Ndirakobuca, qui dirigeait jusqu'à présent le redouté Service national des renseignements (SNR). Il est accusé d'être au cœur du système répressif du pouvoir. Carina Tertsakian, chercheuse à l'ONG "Initiative pour les droits humains au Burundi", estime que "à la tête du général Gervais Ndirakobuca a participé à de très graves violations des droits de l'Homme dans le passé. Comme l'indique son surnom "Ndakugarika" qui signifie, je vais te tuer. Le Premier ministre et le ministre de la Sécurité sont tous deux sous sanctions internationales et cela va compliquer les relations avec les Etats-Unis et l'Union européenne". Représentant permanent du Burundi auprès des Nations unies depuis cinq ans, Albert Shingiro est désormais le nouveau ministre des Affaires étrangères et de la coopération au développement. Pour lui, il faut juger le gouvernement aux actes et éviter les procès d'intention.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});